



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement  
et du Fonds des Nations Unies  
pour la population**

Distr. générale  
23 avril 2002

Original: français

---

**Session annuelle 2002**

17 au 28 juin 2002, Genève

Point 13 de l'ordre du jour provisoire

**Cadres de coopération de pays et questions connexes**

**Ébauche de programme de pays avec la Côte d'Ivoire (2003-2007)\***

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Analyse de la situation . . . . .	1-9	2
II. Coopération passée et leçons de l'expérience . . . . .	10-11	2
III. Programme proposé. . . . .	12-34	3
IV. Gestion, suivi et évaluation du programme. . . . .	35-39	6
Annexe		
Résultats et cadre de ressources pour la Côte d'Ivoire (2003-2007). . . . .		7

---

\* La collecte et l'analyse des données actuelles nécessaires à la présentation d'informations mises à jour au Conseil d'administration ont entraîné un retard dans la remise de ce document.



## I. Analyse de la situation

1. Le coup d'état de décembre 1999 et les événements de l'année 2000 ont contribué à accélérer le ralentissement de l'activité économique de la Côte d'Ivoire et à renforcer des tendances socio-économiques apparues depuis le début des années 90. En effet, la récession économique, dont les origines sont structurelles – détérioration des termes de l'échange, hausse des prix du pétrole, hausse du cours du dollar, dettes extérieures élevées, coûts élevés des facteurs de production, forte croissance démographique (3,3 % en 1998) et faible taux d'alphabétisme (28,5 %, femmes, 40,6 %, hommes) – a été accentuée par la suspension des concours financiers extérieurs dès 1999. Cette suspension, d'abord motivée pour un certain nombre de partenaires par un manque de transparence dans la gestion économique, fut ensuite confirmée suite au coup d'état et des événements politiques liés aux élections de 2000.

2. En 1998, le taux de la pauvreté était estimé à 33,6 %. Malgré une légère amélioration enregistrée au milieu des années 90, la pauvreté, l'exclusion sociale, la marginalisation et l'insécurité semblent progresser depuis 1999.

3. Un autre fléau qui menace les bases économiques et sociales du pays est le VIH/Sida qui a progressé de façon rapide pour atteindre un taux de prévalence estimé entre 10,5 % et 12 %, le plus élevé étant dans la sous-région. Les dimensions de ce fléau sont régionales, vu l'importance des flux migratoires et de l'instabilité politique et sécuritaire qui caractérisent la sous-région à l'ouest du pays.

4. En effet, l'instabilité politique et l'insécurité qui prévalent dans la région de la rivière Mano risque d'avoir un effet déstabilisateur en Côte d'Ivoire, non seulement dans la zone frontalière à l'ouest mais également dans les zones urbaines où on assiste à une recrudescence de l'insécurité.

5. Alors que le pays doit faire face à ces défis – pauvreté, VIH/Sida, mauvaise gouvernance, insécurité et instabilité – qui menacent les fondements de son développement humain et social, un autre défi, exogène, vient de remettre en cause les politiques économiques et sociales du pays. Les mutations engendrées par le processus de la mondialisation

nécessitent une révision de la vision et des stratégies de développement à long, moyen et court termes pour faire face aux nouveaux paramètres de l'économie mondiale et renforcer la position de la Côte d'Ivoire dans l'économie mondiale et régionale.

6. La conjugaison de toutes ces dynamiques a résulté en une baisse importante de l'investissement national et étranger, une baisse du trafic portuaire et une régression de son rôle de leader que la Côte d'Ivoire a traditionnellement joué dans la sous-région.

7. Pour ramener la confiance dans le climat général, dans les institutions et l'économie du pays, le Gouvernement s'est attelé à trois tâches principales : a) le rétablissement du dialogue politique et social avec tous les acteurs politiques et les composantes de la société ivoirienne ; b) l'élaboration d'une politique de développement sociale, économique et culturelle (2001-2005) dont les six axes prioritaires identifiés sont : i) l'assainissement du cadre macro-économique ; ii) la promotion du secteur privé ; iii) l'amélioration de l'accessibilité équitable et de la qualité des services sociaux de base ; iv) la décentralisation ; v) la promotion de la bonne gouvernance et du renforcement des capacités ; vi) le renforcement de la sécurité des biens et des personnes ; et c) la formulation d'un document intérimaire de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP).

8. Les efforts engagés ont permis une reprise progressive de la confiance des partenaires de la Côte d'Ivoire et de la coopération financière internationale amorcée dès le début de 2002. Il faut souligner que les concours financiers seront de priorité destinés à l'assainissement du cadre macro-économique, la lutte contre la pauvreté, la bonne gouvernance et le VIH/Sida.

9. Le changement rapide du contexte international, la mondialisation et la diversité des défis et objectifs nécessitent la (re-) formulation d'une vision stratégique de la Côte d'Ivoire pour une plus grande cohérence des politiques économiques et sociales du pays.

## II. Coopération passée et leçons de l'expérience

10. La revue du cadre de coopération pour 1998-2001 a relevé la production de résultats significatifs en matière de :

a) *Renforcement des capacités de gestion macro-économique.* La coopération avec le PNUD a permis le développement d'outils d'analyse et de gestion stratégiques (modèles de prévisions et simulations macro-économiques, système d'information et de gestion) permettant un meilleur suivi et évaluation des politiques d'investissements publics ;

b) *Bonne gouvernance.* La coordination de la mobilisation des ressources pour l'organisation du référendum et des élections et le soutien apporté au Gouvernement pour la restauration de l'état de droit et de la démocratie. L'élaboration d'un programme national de bonne gouvernance et du projet de loi sur la Commission nationale des droits de l'homme;

c) *Pauvreté.* La contribution au processus d'élaboration du DSRP intérimaire (en période de rupture des appuis extérieurs) et l'élaboration d'une approche participative d'analyse et de diagnostic de la pauvreté. En outre, le partenariat avec le PNUD a permis le développement et la démonstration de mécanismes de financement décentralisés au profit de la micro-entreprise pour lutter contre la pauvreté et l'insécurité, notamment urbaine.

d) *VIH/Sida.* Le PNUD a joué un rôle majeur dans le renforcement des capacités nationales des institutions et des acteurs à la base en soutenant le processus de planification stratégique et la mobilisation communautaire en milieu urbain et rural.

11. La mise en œuvre du programme permet de tirer certains enseignements : a) la non-internalisation des mécanismes de mise en œuvre et de suivi-évaluation des programmes et projets ; b) les contraintes liées au système intégré de gestion des finances publiques ; c) le manque de durabilité et de capitalisation des acquis des programmes et projets, ce qui nécessite une stratégie de pérennisation dans la conception et l'élaboration des programmes et projets. La revue recommande à cet égard : i) l'évaluation des capacités et l'implication des bénéficiaires et partenaires dans la formulation et la mise en œuvre des programmes et projets ; ii) le renforcement des capacités locales dans l'exécution des projets et la formation des acteurs nationaux aux concepts et outils (gestion axée sur les résultats, méthodes participatives).

### III. Programme proposé

12. Le programme de pays pour 2003-2007 a été élaboré par le Gouvernement en collaboration avec le PNUD, en consultation avec l'équipe de pays et avec la participation de plusieurs structures nationales, les partenaires bilatéraux et multilatéraux, le secteur privé et la société civile.

13. Le programme a pour objectif principal la promotion du développement humain durable par la lutte contre la pauvreté, l'amélioration des conditions de vie et de santé, la promotion de l'éducation et du savoir, la bonne gouvernance et le renforcement des capacités nationales pour une intégration positive dans le processus de la mondialisation.

14. Le programme identifie quatre axes stratégiques interdépendants et comporte une composante qui intègre les leçons et résultats des quatre axes au niveau des communautés locales. Cette composante se propose également de constituer un cadre fédérateur de l'action des différentes organisations et programmes des Nations Unies au niveau des communautés locales.

15. Les axes stratégiques identifiés intègrent les objectifs de développement du millénaire, tout en focalisant l'attention sur les domaines dans lesquels le PNUD possède un avantage comparatif.

16. Le renforcement des capacités constituera la trame de la mise en œuvre du programme. L'approche du développement basé sur les droits privilégiera la participation à tous les niveaux, la primauté du droit, la non-discrimination, l'égalité, l'équité et la transparence dans la gestion des affaires publiques et privées. La problématique du genre sera traitée de façon transversale tout comme la promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

#### *Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement*

17. Le processus du bilan commun de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement a permis d'identifier cinq axes stratégiques d'action pour le système des Nations Unies en Côte d'Ivoire qui sont : a) la lutte contre la pauvreté ; b) la gouvernance et droits de l'homme ; c) le VIH/Sida ; d) la

mondialisation et intégration sous-régionale ; e) la paix et la sécurité. Le PNUD apportera sa contribution à chacun de ces cinq axes. La coordination au sein du système devra permettre une synergie entre les actions des différentes organisations tout en respectant les avantages comparatifs de chacun. Un effort particulier sera mené pour fédérer les actions des agences et du PNUD autour du développement des communautés rurales et urbaines.

#### *Les objectifs du programme de pays*

18. *Contribuer à la réduction de la pauvreté.* La contribution du PNUD s'articulera autour des axes suivants : a) l'élaboration des stratégies nationales et régionales de lutte contre la pauvreté, y compris le DSRP ; b) le renforcement des capacités de mise en œuvre des stratégies, y compris l'éradication de la pauvreté extrême et de la faim ; c) l'appui institutionnel pour la protection de l'environnement et des ressources naturelles et la consolidation des politiques sectorielles à travers le développement des dispositifs réglementaires ; d) le renforcement des capacités productives au niveau des communautés de base ; e) la capitalisation des expériences et savoir-faire et la mobilisation des ressources pour la réplique des expériences et la rétention des capacités. Le programme cherchera également à appuyer l'objectif de développement du millénaire, l'éducation primaire universelle, à travers la participation au développement communautaire autour de l'école.

19. Le programme triennal de la Banque mondiale, à compter de 2003, accordera une priorité à la mise en œuvre du DSRP. La pérennisation du programme des cantines scolaires représente également une plateforme commune d'intervention des organisations du système des Nations Unies et l'ensemble des partenaires au développement impliqués.

20. *Promotion de la bonne gouvernance, des droits de l'homme, de la paix et de la sécurité.* La contribution du PNUD s'inscrira dans trois domaines prioritaires : a) l'éducation civique et droits de l'homme, y compris la capacité des organisations de la société civile et des médias de participer à la promotion des valeurs démocratiques ; b) l'appui au dialogue et à la concertation politique nationale, le renforcement des capacités des institutions démocratiques et les

processus électoraux, et la décentralisation et participation communautaire ; c) la bonne gouvernance économique et le renforcement des capacités nationales de gestion économique et financière.

21. L'opérationnalisation du processus de décentralisation, de gestion des finances publiques et de renforcement des capacités constituent des axes conjoints possibles d'interventions de la Banque mondiale, de l'Union Européenne et d'autres organisations des Nations Unies.

22. *Participer à la lutte contre le VIH/Sida.* En matière de lutte contre le VIH/Sida, le partenariat avec le PNUD s'articulera autour de : a) l'élaboration des politiques et stratégies nationales de lutte contre le VIH/Sida, intégrant les engagements de la Côte d'Ivoire dans le cadre des conventions et conférences internationales pertinentes et de la Session Spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le VIH/Sida en juin 2001 ; b) la clarification du cadre institutionnel et de coordination de l'action nationale, y compris celle de la société civile, de lutte contre le VIH/Sida ; c) l'appui à la mobilisation sociale au niveau des communautés locales pour la lutte contre l'épidémie par la prévention et la promotion d'une attitude responsable à l'égard des personnes infectées et affectées.

23. Dans le cadre de ses interventions, l'appui de la Banque mondiale s'opérera à travers une importante assistance financière à la Côte d'Ivoire axée sur le renforcement des capacités et qui offre l'opportunité d'un programme conjoint avec le PNUD.

24. *L'intégration positive dans le processus de la mondialisation.* La contribution du PNUD s'articulera autour de quatre axes principaux : a) le renforcement des capacités nationales, publiques et privées, à négocier dans le cadre du système du commerce multilatéral ; b) l'appui à l'effort national d'élaboration d'une stratégie nationale d'intégration dans le processus de la mondialisation ; c) la revue du cadre politique et réglementaire à la lumière des engagements de la Côte d'Ivoire dans le cadre du système du commerce multilatéral ; d) l'appui à la compétitivité de l'économie nationale, notamment du secteur des petites et moyennes entreprises (PME) et des petites et moyennes industries (PMI), par l'intégration des facteurs de productivité liés au processus de la mondialisation (qualité, NTIC, information et réseau de marketing) ; e) l'intégration des dimensions sociales et humaines dans la stratégie nationale d'insertion dans le processus de mondialisation pour éviter la pauvreté, l'exclusion

sociale et la marginalisation qui pourrait en découler ;  
f) l'élaboration d'une stratégie nationale des NTICs.

25. Le programme de compétitivité pour la Côte d'Ivoire, initié par la Banque mondiale en faveur du secteur privé, offre un cadre conjoint d'intervention au PNUD et à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), de même que le programme d'appui aux PME-PMI élaboré par la Société financière internationale et la Société des services de gestion pour l'Afrique.

#### *Résultats attendus*

26. L'intervention du PNUD et les différents produits attendus sont définis de façon détaillée dans l'annexe de ce document.

#### *Stratégie de coopération*

27. La stratégie du partenariat avec le PNUD est basée sur le renforcement des capacités, la recherche de la synergie avec le système des Nations Unies et les autres donateurs et la flexibilité des modalités d'exécution.

28. L'accent sur le renforcement des capacités devra permettre une meilleure appropriation des programmes et projets par les acteurs nationaux et, par conséquent, une chance accrue de rétention de la capacité ainsi renforcée. Les grandes lignes de cette stratégie seront :

a) Le soutien aux processus nationaux d'analyse de situations et d'élaboration des politiques et stratégies nationales basées sur la participation des acteurs concernés, y compris la société civile. Ceci se fera par l'appui financier et technique apporté à la préparation et l'organisation de conférences, séminaires et tables rondes nationales sur les thèmes et questions pertinentes aux axes stratégiques identifiés par ce programme.

b) Le recueil, documentation et large diffusion des leçons et expériences acquises à travers les divers programmes de développement, comme contribution au processus de formulation des stratégies, politiques et programmes de développement.

c) L'appui à la coordination inter-institutionnelle et à la clarification des mandats et fonctions entre divers partenaires, y compris la société civile.

d) Le soutien à la participation de la société civile, le secteur privé, le media, la recherche et les groupes de réflexion et communautés dans l'effort de développement national.

e) La mobilisation et utilisation des capacités, expertises et savoir-faire nationaux et locaux.

29 Afin de poursuivre les priorités nationales identifiées dans ce programme au niveau des communautés et de permettre de dégager des leçons pour les phases ultérieures de renforcement de capacités, plusieurs programmes seront engagés au niveau communautaire autour des thèmes de bonne gouvernance, éducation et cantines scolaires, capacités productives et accès aux facteurs de production. A cet égard, diverses zones de démonstration seront sélectionnées pour une action concertée entre le PNUD et d'autres partenaires du système des Nations Unies.

30. La recherche de la synergie avec le système des Nations Unies et les bailleurs de fonds se fera à trois niveaux :

a) *Pendant la phase de renforcement de capacités* pour : i) assurer la prise en considération des aspects relatifs au renforcement institutionnel et de formation ; ii) assurer que l'expertise sectorielle et de développement des divers partenaires est mobilisée et focalisée sur les priorités nationales.

b) *Pendant la phase de réplique et de rétention de capacité* pour que les activités de ces programmes encouragent la participation et l'association des partenaires susceptibles de contribuer au financement de la réplique et rétention de capacités.

c) *Accélération du taux d'exécution des programmes nationaux de développement* par l'appui à la mise en œuvre des prêts de bailleurs de fonds notamment multilatéraux.

31. Les modalités d'exécution favoriseront la mobilisation de l'expertise nationale, y compris les volontaires et les travailleurs communautaires. Le transfert des connaissances par l'intermédiaire des expatriés (TOKTEN) et la coopération Sud-Sud seront encouragées dans tous les domaines. Des partenariats seront noués avec une variété de bailleurs de fonds et d'agences de coopération sur la base de partage de

coûts, financement parallèle, mise en œuvre conjointe et coordination des activités et programmes.

32. Des partenariats seront forgés autour de la lutte contre la pauvreté et le VIH/Sida et la promotion de la bonne gouvernance avec l'Agence de coopération internationale de Japon, l'Agence française de développement, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, la Belgique, le Bureau des Nations Unies de services d'appui aux projets, le Bureau international du travail, le Canada, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme alimentaire mondial et l'Union Européenne.

34. L'axe stratégique d'appui à l'intégration dans le processus de mondialisation renforcera la coordination et la synergie entre la Banque mondiale, le Centre du commerce international, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'ONUDI et l'Organisation mondiale du commerce.

#### **IV. Gestion, suivi et évaluation du programme**

##### *Suivi et évaluation*

35. Dans le premier cadre de coopération de pays, les mécanismes de suivi utilisés ont révélé des insuffisances, notamment l'échec de l'expérience avec la cellule d'appui aux projets et programmes. Il s'avère nécessaire d'apporter un appui à la direction du suivi et évaluation mise en place au sein de la Direction Générale de la Planification, chargée de coordonner, suivre et évaluer la mise en œuvre des projets et programmes, ainsi qu'aux autres structures impliquées dans la gestion des projets. Les activités de suivi et d'évaluation prendront des formes différentes : les visites conjointes de terrain (le Gouvernement, PNUD et tout autre partenaire) ; les revues semestrielles, annuelles et à mi-parcours du programme de coopération. Dans le cadre de la gestion axée sur les résultats, les indicateurs d'effets ont été définis avec le Gouvernement et leurs autres partenaires afin de suivre la mise en œuvre du programme de coopération. (voir l'annexe). Des formations seront organisées sur les outils de gestion axés sur les résultats pour les structures impliquées dans la gestion des programmes et projets. Des études d'impact permettront d'évaluer les résultats auprès des populations bénéficiaires.

##### *Exécution et mise en œuvre*

36. L'exécution nationale a été confirmée comme modalité de mise en œuvre. Les recours aux structures et mécanismes d'appui, tels que la coopération technique entre pays en développement, la modalité TOKTEN et le programme des Volontaires des Nations Unies, seront encouragés afin de renforcer les capacités techniques nationales. Toutefois, le PNUD apportera son appui, en collaboration avec les autres organisations du système des Nations Unies, dans la mise en œuvre des programmes et projets.

##### *Mobilisation des ressources*

37. Un programme de mobilisation des ressources, basé sur le partage des coûts et l'appui à la mise en œuvre des programmes de développement financés par des institutions financières internationales (Banque mondiale, la Banque africaine de développement et l'Union Européenne), est actuellement en cours. Ce programme vise à améliorer le taux d'exécution des prêts contractés par la Côte d'Ivoire auprès des institutions financières internationales et à améliorer l'impact des programmes de développement dans le pays.

38. Il apparaît également opportun de rechercher des financements en dehors des bailleurs traditionnels et de prospector les ressources nationales (fondations, réseaux mutualistes), les pays émergents, le secteur privé et les donateurs indépendants.

##### *Recrutement de ressources humaines pour le bureau*

39. Le PNUD vient de terminer un processus de changement de profil qui sera renforcé par des formations à la carte et par appel aux experts en cas de besoin.

Domaine d'intervention stratégique	Résultats escomptés	Indicateurs de résultats ou objectif	Produits, y compris indicateurs clefs, selon que de besoin	Ressources (par domaine d'intervention stratégique/ produit ou domaine de programme) (en dollars des Etats-Unis)
<b>OBJECTIF 1 : Gouvernance</b>				
<b>Etudes prospectives</b>				
Etudes nationales prospectives	Le pays dispose d'un cadre prospectif cohérent pour asseoir une vision à long terme	Mise en place d'indicateurs, de suivi et d'évaluation	Elaboration et mise à disposition d'un cadre prospectif cohérent .  Définition des modalités d'opérationnelisation de ce cadre.	<i>Ordinaires</i> : 500 000  <i>Autres</i> :
<b>Gouvernance institutionnelle</b>				
Appui au processus de développement institutionnel et à la consolidation de l'état de droit.	Meilleur fonctionnement des institutions démocratiques.	Missions d'appui technique auprès des institutions nationales.  Mise à disposition d'assistants parlementaires (Volontaires des Nations Unies).  Observatoire national sur la gouvernance.	Capacités institutionnelles acquises renforcées (parlement, justice, armée).  Missions d'appui technique pour l'identification d'indicateurs.	<i>Ordinaires</i> : 600 000  <i>Autres</i> : TPCS : 3 000 000 GCS : 426 000
<b>Paix, sécurité, systèmes électoraux</b>				
Appui à la création des conditions d'une paix sociale durable	Amélioration des conditions de sécurité en milieu urbain et restauration de la paix et cohésion sociale	Renforcement de la cohésion sociale, de la paix et de la sécurité	Appui aux armées et campagnes de sensibilisation sur la culture de paix et l'éducation civique.  Extension du programme de sécurité urbaine.	<i>Ordinaires</i> : 700 000  <i>Autres</i> : TPCS : 1 000 000
<b>Justice</b>				
	Renforcement des capacités du système judiciaire et meilleure connaissance des populations de leurs droits.	Amélioration du fonctionnement de la justice et utilisation optimale des médias et des nouvelles technologies de l'information et de la communication pour la diffusion des textes fondamentaux.	Appui à la réforme du système judiciaire.  Campagnes d'information sur les textes fondamentaux et les droits civiques.	<i>Ordinaires</i> : 700 000  <i>Autres</i> : TPCS : 1 300 000
<b>Droits de la personne</b>				
	Respect des droits de l'homme et application effective des instruments internationaux relatifs au développement humain durable.	Réduction de plus de 50 % des interpellations de l'état par le Comité de Surveillance des Nations Unies.	Participation à la mise en œuvre du plan national des droits de l'homme.  Appui au fonctionnement de la Commission nationale des droits de l'homme et du Comité de suivi de l'application des traités.	<i>Ordinaires</i> : 400 000 <i>Autres</i> :
<b>Secteur public</b>				
Renforcement des capacités administratives nationales de gestion	Gestion transparente des ressources publiques.  Amélioration des performances des ressources humaines de l'administration	Elaboration et application des textes relatifs à la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite.  Création d'une structure de lutte contre la fraude et les pratiques anti-concurrentielles.  Valorisation des ressources humaines de l'Administration	Appui technique pour l'utilisation de procédures et pratiques transparentes dans l'administration et création d'un cadre incitatif pour le secteur privé.  Appui à la mise en place d'un système d'avancement au mérite.	<i>Ordinaires</i> : 400 000  <i>Autres</i> :
<b>Mondialisation</b>				
Renforcer la position de la Cote d'Ivoire au niveau de l'économie sous-régionale	Rôle plus actif des opérateurs économiques dans le commerce sous-régional	Accroissement du nombre d'entreprises dans le commerce sous-régional et du taux global d'exportation.  Accroissement des initiatives de partenariat et d'alliance au niveau régional	Mise en place d'une structure nationale de concertation sous-régionale et d'une stratégie de négociations des accords de partenariat économique régional.	<i>Ordinaires</i> : 800 000  <i>Autres</i> : TPCS : 200 000

Domaine d'intervention stratégique	Résultats escomptés	Indicateurs de résultats ou objectif	Produits, y compris indicateurs clefs, selon que de besoin	Ressources (par domaine d'intervention stratégique/ produit ou domaine de programme) (en dollars des Etats-Unis)
Renforcer la position de la Cote d'Ivoire au niveau de l'économie sous-régionale	Rôle plus actif des opérateurs économiques dans le commerce sous-régional	Accroissement du nombre d'entreprises dans le commerce sous-régional et du taux global d'exportation.  Accroissement des initiatives de partenariat et d'alliance au niveau régional	Mise en place d'une structure nationale de concertation sous-régionale et d'une stratégie de négociations des accords de partenariat économique régional.  Programme d'harmonisation des réformes du commerce international au niveau sous-régional.	Ordinaires : 800 000  Autres : TPCS : 200 000
Meilleure connaissance du système commercial multilatéral (SCM) et renforcement des capacités de négociation	Amélioration de l'expertise locale et participation aux négociations du SCM.  Les politiques et mécanismes nationaux intègrent l'impact social de la mondialisation et les opportunités	Accroissement de la capacité de négociation et des échanges multilatéraux.  Nombre de cadres formés au système commercial multilatéral.	Programme national d'assistance à l'intégration du pays dans le SCM et l'économie régionale.  Appui au Comité des négociations et au réseau de formateurs.	Ordinaires : 400 000  Autres :
<b>Secteur privé</b>				
Développer les capacités productives et valoriser les ressources.	Performances de diversification et d'exportation des entreprises accrues.  Amélioration de l'information et de la promotion de la propriété intellectuelle.	Accroissement des entreprises orientées vers l'exportation.  Accroissement de l'exploitation de la technologie informatique générée par la propriété intellectuelle.  Valorisation de 5 appellations d'origine nationale.	Appui à la mise en place d'une politique de développement industriel et élaboration d'une stratégie nationale d'exportation.  Protection et promotion de la propriété intellectuelle.	Ordinaires : 400 000  Autres :
			<b>Total partiel</b>	
<b>OBJECTIF 2 : Lutte contre la pauvreté</b>				
<b>Stratégies de lutte contre la pauvreté</b>				
Elaboration et mise en œuvre de politiques macro et stratégies de réduction de la pauvreté.	Cadre cohérent intégrant des objectifs spécifiques de réduction de la pauvreté et de protection de l'environnement et des ressources d'eau.  Réduction des inégalités régionales et locales. Gestion durable de l'environnement et des ressources d'eau.	Adoption d'un DSRP intégrant la dimension genre.  Réduction du taux de pauvreté de 33,6 % en 1998 à 30 % en 2005.  Accès aux services sociaux de base.	Appui à la formulation du DSRP élaboré sur une base participative.  Textes d'application du code de l'environnement et du code de l'eau élaborés et disponibles.  Agence nationale de l'eau et Fonds national de GIRE opérationnels.	Ordinaires : 4 000 000  Autres : TF (GEF) : 458 000
Contribution à la mise en œuvre d'une méthodologie de développement local.	Appropriation, internalisation, mise en œuvre des outils et participation effective des populations à la gestion des affaires locales.	75 % des communautés locales concernées ont adhéré et adopté la méthodologie proposée.	Programme des cantines scolaires opérationnel.  Appui à la conception d'une démarche méthodologique pour le développement local.	Ordinaires : 1 000 000  Autres : TPCS : 3 000 000
<b>Pilotage de la pauvreté</b>				
Appui à la mise en place d'outil de suivi de pauvreté.	Institutionnalisation de la dynamique de suivi régulier des indicateurs de pauvreté.	Dispositif de suivi des indicateurs de pauvreté autonome mis en place.	Observatoire national et tableau de bord social élaboré sur une base annuelle.	Ordinaires : 150 000



Domaine d'intervention stratégique	Résultats escomptés	Indicateurs de résultats ou objectif	Produits, y compris indicateurs clefs, selon que de besoin	Ressources (par domaine d'intervention stratégique/ produit ou domaine de programme) (en dollars des Etats-Unis)
<i>VIH/Sida</i>				
Contribution à la mise en œuvre de plans cohérents avec la Déclaration d'engagement sur le VIH/Sida de la Session extraordinaire de l'Assemblée Générale et celle du Millénaire	Implication des dirigeants au plus haut niveau.	Large diffusion et mise en œuvre des Déclarations.  Nomination d'un comité pour les actions de suivi au sein du MLS et définition d'indicateurs de suivi.	Plaidoyer pour la nomination d'un comité pour les actions de suivi au sein du MLS et la définition d'indicateurs de suivi et appui à la publication de documents pour la diffusion des Déclarations.  Elaboration de rapports sur les progrès (rapport du coordinateur résident).	<i>Ordinaires</i> : 80 000  <i>Autres</i> :
Appui à la mise en œuvre et à la coordination d'une approche multisectorielle participative.          Promotion des échanges d'informations et d'expériences	Renforcement des institutions de lutte contre le VIH/Sida.	Fonctionnement adéquat des cellules focales et conduite d'actions pertinentes par chaque ministère.	Analyses relatives à la typologie des groupes vulnérables, des facteurs de vulnérabilité, de la dynamique de l'épidémie et des opportunités d'intervention des 10 ministères.	<i>Ordinaires</i> : 700 000  <i>Autres</i> :
	Implication de toutes les parties prenantes à la lutte contre le VIH/Sida (maires, organisations non-gouvernementales (ONGs), secteur privé, journalistes)	Implication effective des différents intervenants (Gouvernement, ONGs, maires et élus municipaux, secteur privé, groupes vulnérables) et accroissement des initiatives de qualité initiées par ces groupes.	Formation des membres des cellules focales de 10 ministères clés. Elaboration d'un programme d'assistance à la lutte contre le VIH/Sida.	<i>Ordinaires</i> : 250 000  <i>Autres</i> :
	Existence d'un cadre légal et administratif opérationnel portant sur le respect et la protection des droits des personnes infectées.	Diminution des actes de nature discriminatoire vis-à-vis des personnes infectées.  Connaissance des droits et devoirs des personnes infectées par tous (secteurs de l'emploi, judiciaire et populations)	Revue et analyse des textes de lois. Appui à la formulation de textes visant la protection des personnes infectées.  Diffusion des directives internationales sur le VIH/Sida et les droits de l'homme et re-dynamisation du réseau éthique, droit et VIH.	<i>Ordinaires</i> : 200 000  <i>Autres</i> : TPC/S : 4 094 000
	Renforcement des capacités des intervenants de la lutte contre le VIH/Sida et visibilité accrue de la Cote d'Ivoire.	Accroissement de la mise en œuvre d'initiatives novatrices.  Accroissement des initiatives d'échanges d'expériences au niveau sous-régional et international.	Appui à la mise en place de mécanismes de collecte, analyse et dissémination de données.  Appui à la création de fora de discussions et production de meilleures pratiques ; financement de voyages d'études.	
<i>Accès aux services sociaux de base</i>				
Développement d'activités génératrices de revenus et d'auto promotion des populations.	Amélioration des conditions de vie, renforcement des capacités des populations défavorisées.  Participation effective des populations à la gestion des affaires publiques locales.	Nombre d'emplois et d'infrastructures socio-sanitaires et éducatives créés au profit des pauvres.  Taux de personnes qui utilisent services sociaux de base.  Taux d'accroissement du revenu moyen des populations pauvres.	Mécanisme de financement des initiatives à la base au profit des populations opérationnel.  Programme de renforcement des capacités des populations défavorisées réalisé.	<i>Ordinaires</i> : 956 000  <i>Autres</i> : TPC/S : 574 000
<i>Accès aux technologies</i>				
Appui au développement national des NTIC.	Tirer le meilleur profit en terme d'échange et d'opportunité dans la mondialisation.	Taux de pénétration de l'Internet dans le tissu social.  Accroissement de l'utilisation des NTIC par PME et PMI.	Appui à la mise en place d'un schéma directeur des NTIC. Appui aux réseaux de production et de commercialisation (PME, PMI, coopératives et réseaux de femmes et jeunes).	<i>Ordinaires</i> : 700 000
			<b>Total partiel</b>	<b>20 526 000</b>
			<b>Total général</b>	<b><i>Ordinaires</i> : 12 936 000</b> <b><i>Autres</i> :</b>

	Domaine d'intervention stratégique	Résultats escomptés	Indicateurs de résultats ou objectif	Produits, y compris indicateurs clefs, selon que de besoin	Ressources (par domaine d'intervention stratégique/ produit ou domaine de programme) (en dollars des Etats-Unis)
				Total général	<b>Ordinaires : 12 936 000</b> <b>Autres :</b> <b>TFs :</b> <b>458 000</b>  <b>TPC/S : 12 594 000</b>  <b>26 414 000</b>